



# Le populisme de droite en Allemagne

Un défi pour la social-démocratie

**RALF MELZER**  
Décembre 2016

- A l'instar de la plupart des autres pays européens, l'Allemagne fait aujourd'hui face à l'installation d'un parti populiste de droite : « l'Alternative pour l'Allemagne » (AfD). Fondé en 2013, ce parti est désormais représenté aux parlements de dix des seize Länder qui composent le pays.
- L'AfD exploite les opinions potentielles nationalistes, xénophobes et racistes au sein de la population. Par ailleurs, ses succès électoraux trouvent leur origine dans le climat protestataire diffus que l'on observe actuellement.
- Le populisme est à la fois un phénomène de crises de modernisation et l'expression d'une société divisée. Ce mouvement ne faisant pas appel à la raison mais à l'émotion, les forces politiques progressistes devront également proposer leurs propres voies d'identification affective.
- Toute forme de renoncement ou d'adaptation vis-à-vis du populisme de droite serait fatale. Face ce défi, la stratégie de la gauche modérée devrait être de s'attaquer aux propositions du populisme et de les démasquer plutôt que de chercher à normaliser ses relations avec lui.
- Face aux populistes de droite, la meilleure réponse de la social-démocratie est de réactiver et d'assumer une identité claire, de faire preuve de détermination et d'empathie dans la lutte contre les inégalités et de défendre les défavorisés, quelles que soient leurs origines.

Lorsqu'on examine la situation à l'échelle européenne, il est bien question d'une «normalisation», même si elle n'a rien de souhaitable : à la différence de la plupart des pays européens, dans lesquels les partis d'extrême droite se sont déjà installés de longue date dans le paysage politique, aucun parti politique n'était parvenu à se maintenir durablement à la droite de la CDU/CSU en Allemagne, jusqu'à très récemment – exception faite du parti d'extrême-droite NPD, aujourd'hui sur le déclin –. La situation a désormais changé avec l'émergence de l'«Alternative für Deutschland», l'AfD. Lors des élections législatives de 2013, ce parti, fondé la même année, avait failli franchir le seuil des 5 % de suffrages qui lui auraient ouvert les portes du Parlement. Aujourd'hui, les sondages le créditent de près de 13 % des intentions de vote à l'échelle fédérale. Dans dix des seize Länder, l'AfD a désormais fait son entrée dans les parlements régionaux, certes à des degrés divers, mais aussi bien à l'est qu'à l'ouest du pays, dans des Länder essentiellement ruraux, mais aussi depuis peu – avec 14 % des voix – à Berlin. A ce jour, le parti a enregistré son meilleur score en mars 2016 aux élections régionales en Saxe-Anhalt, où il a engrangé 24,3 % des suffrages exprimés. Dans ce Land, et depuis septembre 2016 dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale également, l'AfD constitue la deuxième force politique régionale.

Les normes sociales qui ont pu s'imposer en République fédérale d'Allemagne en réponse aux années du national-socialisme – et le *cordon sanitaire* qu'elles ont ainsi constitué dans le paysage politique allemand – ont longtemps tenu. Elles commencent désormais à s'effriter : les «promenades du lundi» sont l'occasion de se défouler à bon compte sur le dos de la «presse mensongère» et des responsables politiques en général. Il est possible d'entonner «Nous sommes le peuple», pour signifier que «les autres, eux, ne le sont pas». Et il est possible de voter pour l'AfD.

Malheureusement, il faut nous faire à l'idée que l'AfD est là pour durer. En effet, ce n'est pas un parti protestataire quelconque. Il s'inscrit au contraire dans la lignée des droites radicales qui ont le vent en poupe partout en Europe. Il constitue l'aile politique institutionnelle du mouvement xénophobe PEGIDA et réunit sous son toit la droite néo-réactionnaire et les milieux contestataires racistes. L'AfD cherche délibérément à se rapprocher d'autres partis de la droite radicale en Europe, notamment le Front National en France et le FPÖ en Autriche.

En outre, l'AfD compte désormais un député européen en la personne de Marcus Pretzell, le président de la fédération régionale de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Il est membre du groupe parlementaire «Europe des Nations et des Libertés» (ENL), constitué essentiellement sous l'égide de Marine Le Pen.

Si l'AfD a surtout été perçu à ses débuts comme un parti anti-euro, il ne se limitait pourtant pas, déjà à l'époque, à cette seule thématique. En réalité, le parti a comporté dès le départ une aile nationaliste et surtout islamophobe. Mais c'est depuis la scission en juillet 2015 de l'aile constituée par les économistes libéraux autour du fondateur Bernd Lucke que l'AfD et ses adeptes se sont très nettement radicalisés. Aujourd'hui, on peut considérer qu'il s'agit d'un parti populiste de droite doté d'une frontière perméable avec l'extrême droite. On peut aussi le décrire comme un parti ethnocentrique, pour employer la typologie du politologue Michael Minkenberg.<sup>1</sup> Selon Minkenberg, le groupe des droites ethnocentriques européennes englobe notamment le Front National, le FPÖ et le Parti du Peuple danois. Comment comprendre le phénomène AfD, quels sont les facteurs qui favorisent son essor et quelles sont les raisons de ses succès dans les urnes ?

## Les raisons des succès électoraux de l'AfD

Tout d'abord, les positions misanthropes et d'extrême droite ne sont pas «arrivées au centre de la société allemande», comme on l'affirme si souvent en ce moment. En réalité, elles y étaient déjà ancrées depuis longtemps. C'est ce que montrent les études («Mitte Studien») publiées tous les deux ans par la Fondation Friedrich-Ebert sur le sujet. Près de 20 %<sup>2</sup> de la population allemande a des opinions relevant clairement du populisme de droite. Cela comprend le refus des réfugiés et de l'islamophobie, mais aussi la méfiance à l'égard de la démocratie et l'autoritarisme. Si ces positionnements se retrouvent à

1. Cf. Michael Minkenberg, Die europäische radikale Rechte und Fremdenfeindlichkeit in West und Ost: Trends, Muster und Herausforderungen, dans : Ralf Melzer/Sebastian Serafin (éd.), Rechtsextremismus in Europa, Berlin 2013, pp. 9 et suivantes. <http://library.fes.de/pdf-files/dialog/10030.pdf>

2. Cf. le chapitre sur les opinions populistes de droite et d'extrême droite dans : Andreas Zick/Beate Küpper/Daniela Krause, Gespaltene Mitte – Feindselige Zustände. Rechtsextreme Einstellungen in Deutschland 2016, publié pour la Fondation Friedrich-Ebert par Ralf Melzer, Bonn 2016, pp. 111 et suivantes.

des degrés divers chez les électeurs de tous les partis, y compris du SPD, ils sont particulièrement répandus parmi les abstentionnistes et les sympathisants de l'AfD. On assiste donc ici à la rencontre d'une *demande de fond* et de l'*offre d'un parti politique*. Voilà l'élément nouveau depuis l'arrivée de l'AfD dans le paysage politique, sachant qu'étonnamment, 14 % des électeurs de l'AfD se considèrent eux-mêmes comme politiquement de gauche.<sup>3</sup>

Pour autant, l'AfD ne s'appuie pas seulement sur le potentiel nationaliste, xénophobe et raciste. Il se nourrit également du climat protestataire diffus que l'on observe aujourd'hui. Dans cette atmosphère de mécontentement, de crainte et de colère, l'AfD offre, comme tous les mouvements populistes de droite, des réponses simples à des questions complexes. Loin de disparaître, les facteurs favorisant sa progression vont continuer de faire le jeu du populisme de droite, en Allemagne comme ailleurs : les défis de l'intégration des réfugiés ; la menace des attentats terroristes islamistes ; le malaise face aux crises mondiales dont les conséquences se font sentir concrètement ; le sentiment de perte de contrôle ; l'aliénation culturelle d'une partie de la population qui se ferme de manière de plus en plus agressive aux réalités et aux évolutions de la société, se désintègre en quelque sorte elle-même et se tourne vers des projets autoritaires.

## Qu'est-ce que le populisme de droite ?

Le populisme est un phénomène associé aux crises de modernisation de nos sociétés et avant tout un style politique. De ce point de vue, sa montée en puissance est un symptôme des bouleversements profonds que traverse notre société : mondialisation, économie numérique, accélération du temps. Nous vivons dans un monde de plus en plus ingérable, dans lequel les populations perçoivent non sans raison une perte de contrôle des politiques et se sentent dépassées. Face à la complexité de la politique, les populistes se plaisent à revendiquer davantage de démocratie directe. Celle-ci permet en effet plus facilement de forcer le trait, de proposer des explications simplistes, de «faire tomber des tabous» et d'avancer des théories du complot pour expliquer les problèmes supposés ou réels. Lorsque, au réflexe de rejet des élites, à l'opposition entre «nous en bas» et «eux là-haut», s'ajoute encore

l'opposition entre «nous» et «les autres», le populisme devient populisme de droite. La démarcation culturelle vis-à-vis de «l'étranger» peut viser des minorités nationales ou des réfugiés, des juifs ou des musulmans. Le fait que l'ennemi désigné soit dans une certaine mesure interchangeable est une caractéristique du populisme de droite, qui le distingue de l'extrémisme de droite, réactionnaire et aux positionnements idéologiques plus fermes. Mais le populisme de droite met toujours en avant la dimension nationale et la soi-disant «volonté du peuple», qu'il oppose aux «vieux partis», à «la presse mensongère» ou aux «bureaucrates bruxellois» et qu'il exploite contre l'ordre constitutionnel démocratique : il alimente ainsi les angoisses, instrumentalise les préjugés, conforte les ressentiments. Il affirme avec suffisance être le seul et unique représentant véritable d'un peuple défini comme homogène, qui s'exprime à travers les slogans tels que «Nous sommes le peuple» scandés par les manifestants de Dresde ou d'ailleurs, et que le populisme de droite oppose à la démocratie libérale, pluraliste, sociale.

Le populisme de droite est l'expression de la polarisation de la société qu'on observe actuellement en Allemagne, mais dans bien d'autres pays également : estimant que la démocratie polonaise était en danger, des centaines de milliers de manifestants pro-européens sont ainsi descendus dans les rues en Pologne au début du mois de mai 2016, sans réussir à faire changer de cap le gouvernement du PiS ainsi que l'autre moitié de la société polonaise rassemblée derrière lui. De même, la réussite de la mobilisation de la société civile démocratique en Allemagne contre PEGIDA et consorts conforte les partisans des mouvements populistes dans leur déconnexion du débat démocratique. Les propos sexistes de Donald Trump n'ont pas empêché de nombreuses femmes de le soutenir pendant la campagne présidentielle américaine. L'essentiel semble consister à faire partie d'un mouvement anti-establishment «musclé», dirigé par quelqu'un qui – situation très classique pour le populisme de droite – n'est pas lui-même précisément issu d'un milieu défavorisé. Tout ce phénomène bénéficie en outre du fait que les propos de comptoir se sont également mondialisés grâce à internet : la radicalisation et la brutalité de ton sont favorisées par les communications en ligne circulant en vase clos.

La situation qui prévaut aujourd'hui en Allemagne est ambiguë. L'AfD est parvenue mieux que quiconque à réaliser ce que les partis établis s'efforcent en vain

3. Selon l'enquête Infratest 11/2015

d'obtenir depuis longtemps : faire progresser le taux de participation aux élections. Cette mobilisation est en soi une bonne chose, mais elle renforce désormais un parti qui évolue dans une zone floue aux marges de l'extrême droite et qui cherche « à faire tomber les tabous dans le cadre d'une mise en scène qui ne doit rien au hasard » (selon le vice-président du SPD, Ralf Stegner). Parallèlement, l'arrivée de l'AfD dans les parlements complique la formation des gouvernements. Les partis sont de plus en plus souvent contraints de constituer des grandes coalitions, voire de super grandes coalitions : la réunion des sociaux-démocrates et des chrétiens-démocrates ou l'association des mêmes aux écologistes, comme c'est actuellement le cas en Saxe-Anhalt, ont précisément tendance à renforcer les extrêmes politiques et à estomper les différences politiques entre les partis (populaires) ; les populistes ont ainsi beau jeu de se présenter comme les vrais défenseurs du peuple et comme la seule véritable opposition aux « partis du système ».

Il n'est donc absolument pas surprenant que l'AfD bénéficie – pas exclusivement, mais majoritairement – des voix des anciens abstentionnistes. La similitude dans le schéma de diffusion des idées misanthropes et d'extrême droite parmi les sympathisants de l'AfD et parmi les abstentionnistes est l'un des constats les plus frappants des éditions 2014 et 2016 de l'étude « Mitte-Studie » de la Fondation Friedrich-Ebert. Dans toutes les élections régionales qui se sont déroulées au cours des derniers mois, les gains de voix de l'AfD les plus importants proviennent des anciens abstentionnistes. Ils représentent près de la moitié de l'électorat actuel de l'AfD. Si l'on additionne les glissements de l'électorat sur l'ensemble des 13 scrutins régionaux qui ont eu lieu en Allemagne depuis 2013, il apparaît que le SPD a perdu au total près de 589.000 électeurs au profit de l'AfD. C'est beaucoup, mais c'est moins que la CDU, Die Linke et le FDP.<sup>4</sup> Ainsi, selon un stratège politique au siège des sociaux-démocrates, « l'AfD n'est pas encore le problème principal du SPD ». Pour lui, la force de l'AfD « tient plutôt à notre relative faiblesse actuelle ». Il estime que, lors des prochaines échéances électorales, le SPD doit tout miser sur la mobilisation des voix d'un plus grand nombre d'anciens abstentionnistes, plutôt que de les perdre au bénéfice de l'AfD, comme cela s'est produit récemment en Rhénanie-Palatinat et en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Il est toutefois inquiétant de constater que l'AfD est arrivé en tête dans

l'électorat ouvrier lors des dernières élections régionales (en dehors de celles du Rhénanie-Palatinat). Aujourd'hui, l'AfD est également le premier parti parmi les chômeurs. La social-démocratie allemande fait donc face au même constat préoccupant qu'en France ou en Autriche : la droite radicale a réussi une percée profonde jusque dans l'électorat traditionnel des sociaux-démocrates.

## De nouveaux concepts pour un nouveau défi

Dans une telle situation, que faire ? Quels sont les concepts, les leviers d'action politique et les stratégies dont discutent aujourd'hui les sociaux-démocrates allemands ?

Une première chose est sûre : la stratégie d'exclusion – pratiquée avec un certain succès à l'égard du NPD – ne fonctionnera pas vis-à-vis de l'AfD. Malgré la porosité de sa frontière avec l'extrême droite, l'AfD n'est pas un parti néo-nazi. Face à un nouveau défi, il faut donc trouver de nouveaux concepts qui ne tomberont pas du ciel mais devront faire l'objet d'un travail approfondi. C'est la tâche qui attend non seulement les sociaux-démocrates et les autres forces progressistes, mais aussi tous les partis démocratiques et la société civile, sans oublier les médias. Quand Sigmar Gabriel déclare que l'AfD a sa place dans les rapports des services de renseignement intérieur, et pas dans un studio de télévision, on ne peut qu'être d'accord avec lui. Mais si cette position est justifiée et fondée, elle n'en est pas moins impossible à tenir.

Au contraire : au cours de l'été 2016 tout particulièrement, l'AfD a donné l'impression d'avoir souscrit à un abonnement aux émissions politiques de la télévision allemande. Plus un débat qui n'offre une tribune à l'AfD dont les porte-parole se servent pour mettre en scène leur position de victimes des « vieux partis » et du « dictat de la pensée de gauche ». Dans le même temps, l'émotion est grande lorsqu'aucun représentant de l'AfD n'est convié à un débat (comme par exemple, fin mai 2016, lors du congrès des catholiques allemands) dans le cadre duquel il n'y a purement et simplement aucune contribution objective à attendre du parti. Or l'attention qu'offre cette exposition continue (dans les médias) n'aide pas dans la mesure où elle peut conférer une légitimité à l'AfD, mettre le parti en valeur, conduire à sa normalisation.

4. Selon les chiffres de l'enquête Infratest

C'est bien là une des questions essentielles : ne faudrait-il pas justement normaliser notre façon d'appréhender l'AfD ? Y a-t-il un intérêt à engager un « dialogue » avec ses représentants – ou avec les partisans de PEGIDA ? La question suscite un débat animé parmi les sociaux-démocrates allemands et même au sein de la Fondation Friedrich-Ebert. La manière de combattre le populisme de droite<sup>5</sup> fait l'objet d'un débat dans la revue *Neue Gesellschaft – Frankfurter Hefte*. De même, dans *vorwärts*, des articles apportent leur éclairage sur cette question et s'interrogent sur la réaction que devraient avoir les forces progressistes en Europe face à la montée en puissance des droites radicales. Faut-il par exemple « tenir compte » des positions de l'AfD ? Les forces progressistes doivent-elles « prendre au sérieux » ces « préoccupations et ces peurs » même lorsqu'elles s'accompagnent d'un mépris diffus pour les processus démocratiques ? Doit-on « se saisir » de ces préoccupations plutôt que de les balayer d'un revers de la main, comme le demande notamment Ernst Hillebrand ?<sup>6</sup> Et surtout, *comment* la gauche modérée doit-elle réagir à ces prises de position ? Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité dans les cas où ces sentiments de menace relèvent clairement du fantasme et sont moins le fait des vrais laissés pour compte que de ceux qui se *considèrent* comme tels ou qui craignent le déclassement social – que ce soit leur propre déclassement social ou, surtout, la perte d'influence collective de l'Allemagne.<sup>7</sup> Jürgen Habermas a récemment pris très clairement position sur ce point dans la revue « Blätter für deutsche und internationale Politik » : plutôt que faire des ronds de jambe à ces « citoyens préoccupés », les partis démocratiques devraient les renvoyer sèchement à ce qu'ils sont – le terreau d'un nouveau fascisme<sup>8</sup>.

5. Cf. les contributions dans NG/FH de Michael Bröning (6|2016, pp. 56 et suivantes) : [http://www.frankfurter-hefte.de/upload/Archiv/2016/Heft\\_06/PDF/2016-06\\_broening.pdf](http://www.frankfurter-hefte.de/upload/Archiv/2016/Heft_06/PDF/2016-06_broening.pdf), Ralf Melzer (7/8|2016, pp. 77 et suivantes) : [http://www.frankfurter-hefte.de/upload/Archiv/2016/Heft\\_07-08/PDF/2016-07-08\\_melzer.pdf](http://www.frankfurter-hefte.de/upload/Archiv/2016/Heft_07-08/PDF/2016-07-08_melzer.pdf), et Peter Brandt (10|2016, p. 55). Dans le recueil publié cette année par Christian Nawrocki et Armin Fuhrer : AfD – Bekämpfen oder ignorieren? Intelligente Argumente von 14 Demokraten, vous trouverez notamment les contributions de Franz Müntefering et Ralf Stegner.

6. Ernst Hillebrand, Sorgen aufgreifen – und nicht wegwischen, dans : *vorwärts*, 06-07/2016, p. 8. [http://www.vorwaerts.de/system/files/vorwaerts\\_0607\\_2016.pdf](http://www.vorwaerts.de/system/files/vorwaerts_0607_2016.pdf)

7. Cf. Ralf Melzer, AfD, Trump und Co.: Wie Rechtspopulismus funktioniert, SPIEGEL ONLINE, 02.10.2016 <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/rechtspopulismus-die-kraft-des-einfachen-gastbeitrag-ralf-melzer-a-1114191.html>

8. Für eine demokratische Polarisierung, Interview de Jürgen Habermas, dans : *Blätter für deutsche und internationale Politik*, 11/2016, p. 39.

## Les « craintes » virent à la colère, la haine et la violence

À l'évidence, il n'est plus possible d'atteindre le noyau dur de la clientèle des populistes de droite, le cercle restreint des partisans de PEGIDA et les 47 % de sympathisants AfD aux idées xénophobes.<sup>9</sup> Ils sont hors de portée des sociaux-démocrates comme des conservateurs, même si l'on cherche à engager le dialogue avec eux. Mais qu'en est-il de leur entourage ? En janvier 2015, Sigmar Gabriel avait discuté (« à titre privé ») avec des militants de PEGIDA à Dresde. Cette initiative du patron des sociaux-démocrates n'avait pas fait l'unanimité au sein de son parti. Pourtant, quand on évoque l'extrême droite et le populisme, il est important d'établir une distinction fondamentale : ce ne sont pas les craintes et les préoccupations des personnes – fondées ou irrationnelles – qui sont d'extrême droite ou misanthropes, mais certaines des *réactions* qui en découlent. Lorsque les « craintes » se transforment en colère, en haine, ou même en violence, lorsque la crainte de la dévalorisation de soi ou d'une détérioration de la situation collective conduit à l'exclusion de catégories entières de la population, il n'y a plus lieu de se montrer compréhensif.

Toutefois, autour du noyau dur des misanthropes qui dénigrent la démocratie gravitent beaucoup de personnes pour lesquelles il faut déployer tous les efforts imaginables afin de les (r)amener à participer de façon constructive à la société démocratique. C'est d'autant plus utile que toutes les études montrent l'importance du facteur de l'éducation, qu'elle soit scolaire ou extrascolaire. En conséquence, les politiques et les institutions éducatives devraient effectivement prendre au sérieux les angoisses et les préoccupations des personnes et leur proposer des moyens d'information et de discussion, mais sans éloge ni obséquiosité à leur égard, ni risque de conforter encore leur sentiment d'exclusion et de dévalorisation.<sup>10</sup> À ce titre, la question de l'éducation scolaire montre bien l'importance de la revendication fondatrice de la social-démocratie centrée sur l'égalité des chances dans l'éducation pour chacun, indépendamment de ses

9. Cf. le chapitre sur l'AfD dans : *Gespaltene Mitte – Feindselige Zustände* (voir note n° 2), pp. 167 et suivantes.

10. C'est ce que souligne notamment l'ancien ministre d'Etat à la Culture Julian Nida-Rümelin dans le numéro de juillet 2016 du magazine *Cicero*. Il ajoute : « Partout en Europe, les partis sociaux-démocrates sont confrontés au défi du populisme. Ils ne pourront surmonter leur crise que s'ils ont à nouveau le courage de proposer à la société des avancées qui ne font pas l'unanimité. »

origines sociales. De ce point de vue, la réalité de la situation en Allemagne reste tout à fait insatisfaisante.

## Démasquer plutôt que prendre en compte !

Revenons à l'AfD : ignorer le parti n'est certainement pas une solution et ne constitue d'ailleurs pas une option réaliste, compte tenu de sa présence dans les parlements régionaux. En février 2016 déjà, le ministre de la Justice Heiko Maas avait lui-même déclaré que l'AfD devait être surveillée par le service allemand de protection de la constitution. Cependant, il ajouta quelques temps après qu'il était illusoire d'y voir une solution à tous les problèmes et qu'une confrontation politique était nécessaire.<sup>11</sup> De fait, il existe toute une série de domaines politiques qui se prêtent à une confrontation sur le fond : depuis «l'égarement que constitue la lutte contre le changement climatique» en passant par des conceptions réactionnaires de la politique familiale jusqu'à l'absence totale de propositions en matière sociale. Simplement, le populisme de droite carbure à l'émotion, pas à la raison. C'est également vrai de l'AfD. Par conséquent, l'utilisation «d'arguments de fond» atteint assez vite ses limites. Quiconque a déjà tenté de débattre de façon objective avec la clientèle pure et dure du populisme de droite sait que «tu mens» est encore l'une des réparties les plus douces qu'elle vous jettera à la tête.

Alors que le «centre gauche» est critiqué de ne pas vouloir «tenir compte des partis de la droite populiste en tant que forces politiques» (comme cela s'est produit dans le débat entre sociaux-démocrates)<sup>12</sup>, il est permis de s'interroger sur le sens de l'expression «tenir compte». Plutôt que de «refuser de discuter», à en croire les recommandations, nous devrions donc engager un dialogue avec l'AfD. Mais pour parler de quoi ? D'une interdiction des minarets ? De l'abolition de la recherche sur les genres ? D'un ordre d'ouvrir le feu sur les réfugiés ? Non : l'AfD n'est pas un parti «comme les autres». C'est bien pourquoi on ne saurait recommander de le traiter comme un parti normal. L'AfD, c'est le «parti de

PEGIDA» (selon Marcus Pretzell). Il remet en cause des valeurs fondamentales qui devraient s'imposer à tous, nonobstant les divergences d'opinion politiques – c'est précisément le principe même des valeurs fondamentales. L'AfD est l'un des moteurs de la radicalisation du paysage politique en Allemagne. Ce parti divise. C'est précisément ainsi qu'il faut l'appréhender : il ne s'agit pas de le prendre en compte mais de le démasquer.

Pour ce faire, analyser le programme du parti est bien évidemment insuffisant. Le point de départ du combat des forces progressistes contre l'AfD devrait être de qualifier son ancrage idéologique et de notamment dénoncer la «révolution conservatrice» antidémocratique de la République de Weimar qui lui sert de référence historique. Il s'agit de désigner les multiples relations croisées avec les réseaux de la nouvelle droite (y compris le Mouvement Identitaire) et de l'extrême-droite ethno-nationaliste ainsi que la façon dont l'AfD instrumentalise aussi bien les menaces réelles (comme le terrorisme islamiste) que les peurs irrationnelles («L'Allemagne court à sa perte»). Au contraire de l'image d'une bourgeoisie bien rangée que l'AfD tente de se donner, le parti laisse en tout cas entendre parfois des tonalités très différentes : quelques clics sur YouTube suffisent pour se faire une idée de la rhétorique nationaliste agressive de Björn Höcke, le leader de l'AfD en Thuringe.

Olaf Scholz, vice-président du SPD et maire de Hambourg, a décrit l'AfD comme le «parti de la mauvaise humeur» et mis en garde contre sa diabolisation, qui risquerait d'en faire un martyr.<sup>13</sup>

Lutter contre la diabolisation peut par exemple fonctionner en montrant le rôle que joue l'AfD et la manière dont elle agrège et renforce les sentiments du populisme de droite présent dans la population, l'associe à un extrémisme libéral (dictat de l'économie sur les questions sociales, pensée utilitariste, darwinisme social) et cherche ainsi à légitimer la dévalorisation de certaines catégories de la population. C'est ainsi que l'AfD ouvre la porte au racisme. Ce combat contre le phénomène de l'AfD doit être basé sur des positions extrêmement claires dont la crédibilité repose notamment sur la défense déterminée de nos propres valeurs et principes et sur la formulation des objectifs politiques essentiels de la social-démocratie : surmonter la fracture sociale, défendre

11. <http://www.faz.net/aktuell/heiko-maas-sieht-in-afd-fall-fuer-den-verfassungsschutz-14083566.html> et <http://www.handelsblatt.com/politik/deutschland/justizminister-heiko-maas-entwicklung-rechter-gewalt-ist-besorgniserregend/13823590.html>.

12. Michael Bröning, *Wie man Rechtspopulismus (nicht) bekämpft* dans NG/FH, 6|2016, p. 57.

13. <http://www.olafscholz.hamburg/main/pages/index/p/5/2869>



l'égalité des chances dans l'éducation, susciter à nouveau l'enthousiasme pour le projet d'une Europe unie, qui est une conquête politique pacifique inédite dans l'histoire. Cette approche combinée à un discours chargé d'émotion permettrait sans aucun doute de convaincre davantage d'électeurs du bien-fondé des projets politiques sociaux-démocrates et de montrer clairement que les populistes de droite n'ont pas la moindre réponse convaincante à proposer.

### La gauche politique doit retrouver sa propre tradition

Toute forme de concession, d'ouverture ou d'ajustement au populisme de droite serait fatale et ne permettrait en aucun cas de reconquérir des électeurs sociaux-démocrates. Cela ne ferait que rendre l'AfD davantage fréquentable. Pourquoi d'anciens électeurs sociaux-démocrates attirés par le populisme de droite reviendraient-ils vers le SPD, alors qu'ils peuvent désormais voter pour l'AfD ? C'est là que réside le caractère déroutant de certaines propositions comme celle de Michael Bröning, qui suggère de faire une synthèse entre une politique sociale-démocrate en matière économique et sociale et « une partie des normes conservatrices en matière d'identité ». De quoi s'agirait-il exactement ? Certainement pas de conforter les partisans de PEGIDA et de l'AfD dans leur nostalgie d'un « peuple allemand » homogène et dans leur vision d'une crise de « l'aliénation » culturelle. Ni de leur dire qu'ils auraient au fond un peu raison d'avoir peur de l'islamisation de l'occident, alors que la Saxe compte bien moins d'un pour cent de musulmans parmi sa population. Non ! La gauche politique doit également se souvenir de sa propre tradition « en matière d'identité » : l'éducation, l'émancipation, le mouvement ouvrier, l'internationalisme. Pour les sociaux-démocrates, cela signifie prendre avec détermination et empathie le parti des plus faibles, d'où qu'ils viennent. Nous voulons un Etat dont l'avenir et la créativité se fonde sur la diversité, qui protège les minorités, un Etat laïc qui garantisse également la liberté religieuse. La social-démocratie doit rester fidèle à ses propres convictions, plutôt que de chercher le salut dans les normes de la concurrence politique.

Il est tout aussi perturbant de voir le camp de la gauche évoquer un repli sur l'Etat-nation en réaction au populisme de droite. Bien entendu, l'Etat-nation continuera dans l'avenir à assumer des fonctions de pilotage impor-

tantes. Et Peter Brandt a naturellement raison lorsqu'il souligne que dans l'histoire du SPD, l'internationalisme ne s'opposait pas au concept de nation reposant sur « l'autodétermination nationale et l'autogouvernement démocratique ».<sup>14</sup>

Cependant, il est tout aussi vrai que les problèmes qui font le lit des frustrations de la mouvance populiste de droite et qui alimentent son aliénation sociale ne pourront pas être résolus par l'Etat-nation seul : qu'il s'agisse des dérèglements sociaux entraînés par la mondialisation et la crise financière, par exemple, ou encore des causes mondiales des mouvements de réfugiés. On pourrait se demander, déclare Jürgen Habermas dans l'entretien cité précédemment, « pourquoi les partis de gauche ne veulent pas mener le combat contre les inégalités sociales de façon offensive, par un mouvement coordonné à l'échelle supranationale pour juguler les forces débridées du marché. » Face au statu quo du capitalisme financier sauvage, au programme de repli « ethno-national » de la droite ou au repli national de la gauche vers une prétendue souveraineté d'Etats-nations vidés de leur sens, la seule solution alternative raisonnable serait, selon Habermas, de mettre en place une coopération supranationale « ayant pour objectif politique l'organisation socialement compatible de la mondialisation économique. »<sup>15</sup>

En d'autres termes : il s'agit de reconquérir la primauté de la politique – et d'une politique aussi sociale que possible. « Il nous faut opposer quelque chose au sentiment de perte de contrôle », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, dans son discours général de politique étrangère en septembre 2016 à la Fondation Friedrich-Ebert. Comment y parvenir ? Il faut sans doute améliorer la communication politique sur tel ou tel point. Mais cela ne suffira pas. Il sera aussi nécessaire de proposer des voies d'identification affective. Par ailleurs, il est certain qu'un léger ralentissement de la vie politique ne ferait pas de mal. On le sait, la politique consiste « à percer lentement et vigoureusement des planches épaisses en y mettant à la fois passion et mesure ». La célèbre phrase de Max Weber conserve toute sa pertinence à l'heure de la mondialisation et du tout numérique, quel que soit le nombre d'électeurs qui partagent cette vision de l'action politique.

14. Peter Brandt, « Identitäre Angebote », dans : NG/FH, 10|2016, p. 58.

15. ibidem, p. 37 (voir note n° 9)



### Auteur

**Ralf Melzer** est journaliste et historien. Depuis 2004, il a occupé diverses fonctions au sein de la Fondation Friedrich-Ebert (FES). Il a notamment dirigé le bureau de la FES en Tunisie et est actuellement en charge du « Projet contre l'extrémisme de droite » au siège de la Fondation à Berlin.

### Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris | 41 bis, bd. de la Tour-Maubourg  
75007 Paris | France

Tel. +33 1 45 55 09 96  
[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)

Contact:  
[fes@fesparis.org](mailto:fes@fesparis.org)

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html>

Les analyses présentées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de la Fondation Friedrich-Ebert.